



Leur choix : tuer EDF

Ce ne sont pas nos salaires
qui coûtent sur la facture,
c'est le marché lui-même !



Aujourd'hui une centaine d'agents des IEG été présents et ont interpellé les directions tour à tour d'Enedis et de la SHEM au sujet :

- des revendications salariales ;
- de la nécessaire augmentation significative du SNB ;
- des embauches statutaires ;
- du manque de reconnaissance professionnelle.

La directrice d'Enedis DR Pyrénées Landes a entendu nos revendications et va faire remonter à la direction nationale. Le directeur régional SHEM de son côté a refusé de s'adresser aux salariés en grève et n'a accepté de recevoir qu'une délégation. L'assemblée en grève a donc envahi le bâtiment pour accompagner cette dernière.



Jeudi 13 janvier 2022, Bruno Lemaire et Barbara Pompili ont décidé de sacrifier EDF, pour enrichir les fournisseurs dit «Alternatifs».



EDF devra céder 120 TWh à ses concurrents au prix de 46,20 € du MWh.

EDF ne pouvant plus produire suffisamment, depuis la fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim le 22 février 2020 et des centrales à charbon.

EDF va devoir acheter sur le marché européen au prix fort (environ 300€/MWh). Les salariés apprécieront de travailler et produire 40 % de l'électricité pour contribuer aux dividendes de leurs concurrents et implicitement tuer leur propre entreprise et le service public de l'électricité.

Cette mesure coûtera environ 8 Milliards d'€ pour un an (soit le prix d'un EPR).

Sous prétexte de sauver les usagers de l'électricité, le gouvernement de MACRON va finir par tuer le seul producteur et fournisseur d'électricité en France et ainsi HERCULE renaîtra de ses cendres.

Cette parade catastrophique renforce l'existence du marché qui est pourtant la cause de l'explosion des factures imposées aux usagers.

D'un outil opérationnel public au service de l'intérêt général, EDF devient un outil financier pour corriger les effets néfastes du système capitaliste devenu fou en jouant avec ce bien.

**Demain, une délégation intersyndicale sera reçue à 14h à la préfecture de Pau.
Le syndicat CGT Energie Béarn Bigorre appelle à minima à 1h de grève afin de les soutenir.**

